

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'article III-162 de la Constitution, relatif à l'asile

Déposée par Monsieur Jacques Floch

Qualité : Membre suppléant

---

Rédiger cet article ainsi :

#### « Article III-162

*1) L'Union développe une politique commune en matière d'asile et de protection temporaire visant à offrir un statut approprié à toute personne ressortissant d'un pays tiers nécessitant une protection internationale et à assurer le respect du principe de non-refoulement. Cette politique doit être conforme à avec la Convention de Genève du 28 juillet 1951, au protocole du 31 janvier 1967 relatifs au statut des réfugiés et aux autres traités pertinents.*

*2) A cette fin, la loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures visant à établir un système européen commun d'asile comportant :*

- a) un statut uniforme d'asile en faveur de ressortissants de pays tiers, valable dans toute l'Union,*
- b) un statut uniforme de protection subsidiaire pour des ressortissants des pays tiers qui, sans obtenir l'asile européen, ont besoin d'une protection internationale,*
- c) un système commun visant une protection temporaire concernant des personnes déplacées en cas d'afflux massif ;*
- d) **une** procédure commune pour l'octroi et pour le retrait du statut d'asile ou de protection subsidiaire,*
- e) des critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile ou de protection subsidiaire,*
- f) des normes concernant les conditions d'accueil des demandeurs d'asile ou de protection subsidiaire,*
- g) le partenariat et la coopération avec des pays tiers en vue de gérer les flux de personnes demandant l'asile ou une protection subsidiaire ou temporaire.*

*3. Au cas où un ou plusieurs États membres se trouvent dans une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut adopter des règlements ou décisions comportant des mesures provisoires au profit du ou des États membres concernés. Il statue après consultation du Parlement européen. »*

---

#### Explication éventuelle :

Cet amendement a pour objet de rétablir le texte initial de ce projet d'article. Celui-ci prévoyait en effet **une** procédure commune pour l'octroi et le retrait du statut d'asile ou de protection subsidiaire. L'institution d'un « **guichet unique** » conduisant à une seule procédure

pour l'asile conventionnel comme pour la protection subsidiaire présente en effet de nombreux avantages, notamment en termes de rapidité, de cohérence de la prise de décision et de coûts. La plupart des Etats membres ont d'ailleurs opté pour cette architecture, ceux qui ne l'avaient pas fait y viennent (c'est le cas de la France) et tous les Etats candidats ont également opéré ce choix. C'est pourquoi la mise en place d'une procédure commune à ces deux formes de protection internationale doit constituer un objectif clairement affirmé.